HAÏTI - Crise : Différentes organisations désapprouvent la mise en place du gouvernement de facto d'Ariel Henry, l'OEA et les États-Unis l'applaudissent

AlterPresse

mercredi 28 juillet 2021, par Dial

Mercredi 21 juillet 2021 - AlterPresse - Alors que la Coalition des acteurs de la société civile (Casc) [1] rejette d'un revers de main, le gouvernement de facto d'Ariel Henry, l'Organisation des États américains (Oea) et les Etats-Unis d'Amérique y voient un exemple de consensus et d'unité, selon les informations rassemblées par l'agence en ligne AlterPresse.

Ce gouvernement de facto a été installé de force, par la communauté internationale, pour détruire ce qui reste du pays et pour continuer avec le système d'impunité et de corruption, critique la Casc, dans une prise de position, transmise à AlterPresse.

« Nous nous félicitons de la formation d'un nouveau gouvernement de consensus en Haïti par le dialogue. Nous restons attachés à un pays plus inclusif, prospère et démocratique, et à ce que cet effort soit poursuivi, grâce à la participation active de la société civile », déclare, dans un tweet, l'Uruguayen Luis Almagro, secrétaire général de l'Oea.

De son côté, le secrétaire d'État américain Antony Blinken salue ce qu'il qualifie « d' efforts déployés par les dirigeants politiques d'Haïti, pour s'unir dans le choix d'un premier ministre par intérim et d'un cabinet d'unité ».

« Nous exhortons les acteurs politiques et de la société civile haïtienne à continuer de travailler ensemble, pour tracer une voie commune vers l'avant, dans l'intérêt du peuple haïtien », exprime Blinken, dans un tweet.

« Le gouvernement de facto d'Ariel Henry a été formé sans un consensus avec les partis politiques et la société civile organisée, qui s'investit, depuis plusieurs mois, dans la recherche de solution durable dans cette crise généralisée dans le pays », insiste la Coalition des acteurs de la société civile.

La Casc dénonce la communauté internationale, notamment le Bureau intégré des nations unies en Haïti (Binuh) et le Core Group [2], qui ont imposé un gouvernement issu du Parti haïtien tèt kale (Phtk) et alliés, entraînant le pays dans une faillite totale.

Elle affirme continuer à appuyer la démarche de la Commission pour la recherche de solution haïtienne à la crise actuelle, en vue de trouver une solution durable, haïtienne, à travers un accord politique pour la mise en place d'un gouvernement de consensus.

Dans un communiqué, le Core Group avait encouragé le premier ministre nommé Ariel Henry à poursuivre la mission, qui lui a été confiée par Jovenel Moïse, tout en appelant à la formation d'un gouvernement consensuel et inclusif.

Accompagné des membres de son gouvernement, le premier ministre de facto Ariel Henry a donc été installé, le mardi 20 juillet 2021, sous la pression internationale.

http://www.alterpresse.org/spip.php?article27252.

Notes

[1] [La Coalition des acteurs de la société civile regroupe le Conseil haïtien des acteurs non étatiques (Conhane), la Plateforme des organisations haïtiennes des droits humains (Pohdh), la Confédération des travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé (Ctsp), la Platfòm peyizan 4 je kontre, le Fowòm sitwayen nan Sid (fòs sid), entre autres.

[2] Le Core Group est composé des ambassadeurs d'Allemagne, du Brésil, du Canada, d'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de France, de l'Union européenne (Ue), du représentant spécial de l'Organisation des États américains (Oea) et de la représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies.